Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,3078

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1122 - juillet 2011 -

Date de mise en ligne : mercredi 4 janvier 2012

Date de parution : juillet 2011

Description :

Jean-Pierre Mon passe au crible les "prévisions" des économistes.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Est-ce le tour de l'Italie ?

Jugeant que l'économie transalpine est mal préparée à un relèvement des taux d'intérêts par la Banque Centrale Européenne, l'agence de notation Moody's pourrait abaisser la note souveraine de l'Italie qui, selon elle, aurait du mal à affronter une hausse du loyer de l'argent dans un contexte marqué par une difficulté croissante à se financer pour les États européens déjà très endettés [1]...

Reprise ou pas ?

Au cours de la réunion qu'il vient de tenir à Sao Paulo, le FMI a publié ses nouvelles prévisions pour 2011. Elles confirment le ralentissement de l'économie mondiale dont la croissance devrait être en baisse de 0,1 point (admirons la précision !) et n'atteindre que 4,3%. La cause en serait les dégâts provoqués par le tsunami japonais, la hausse du coût des matières premières et les cahots de l'économie américaine dont la croissance ne serait que de 2,5% au lieu des 3% prévus en janvier. Par contre, le FMI revoit à la hausse la croissance de la zone euro qui atteindrait 2%, soit 0,4% de plus que ce qui avait été annoncé en janvier. Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, prévient cependant que « la dette des pays européens périphériques risque de faire dérailler la reprise en Europe et peut-être dans le monde [1] ».

Ce qui risque de faire dérailler la reprise ce sont plutôt les plans de rigueur mis en oeuvre dans ces pays !

Quoi qu'en disent les communiqués officiels, le débat sur la reprise reste ouvert aux États-Unis comme en Europe. Les signes d'un ralentissement économique mondial se multiplient [2]. Aux États-Unis, l'indice de confiance des consommateurs vient de baisser pour le deuxième mois consécutif et en zone euro les enquêtes de conjoncture soulignent depuis plusieurs mois une décélération de la croissance dans l'industrie et les services. En France malgré les truandages statistiques du gouvernement, on ne peut plus cacher l'augmentation du chômage. L'économiste américain Nouriel Roubini (celui qui avait annoncé la crise) relève sur son site les « signes d'une stagflation, voire d'un double "dip" » ; le chef économiste d'une société de Bourse se refuse à toute prévision : « on n'est pas dans une phase de reprise classique ... Le bilan des ménages, des banques et des États a été très détérioré et sortir de ce genre de récession est toujours périlleux ». Patrick Artus, chef de la recherche économique chez Natixis, écrit dans sa dernière note : « Il faut s'attendre à de nombreuses années de croissance modeste aux États-Unis avant qu'une véritable reprise ait lieu ». Enfin, les pays "avancés" ne peuvent plus trop compter sur la "locomotive" des pays émergents, elle ralentit, elle aussi, car pour lutter contre une inflation galopante, le Brésil, l'Inde et la Chine (où la production industrielle ralentit) ont mis en place des politiques monétaires plus restrictives.

La relance monétaire américaine

La Banque centrale des États-Unis a mis en place un gigantesque programme de relance monétaire qui vient de s'achever le 30 juin [3]. Durant les derniers huit mois la Réserve Fédérale (FED) a racheté pour 600 milliards de dollars (413 milliards d'euros) de titres de dette américaine. La FED avait lancé ce programme en novembre 2010 pour éviter les risques de déflation et relancer la croissance, en maintenant les taux d'intérêt des bons du Trésor à un très bas niveau ; ce qui devait pousser les entreprises à investir et les ménages à consommer. Le résultat n'a pas été à la hauteur des espérances. Comme le résume la formule de l'économiste Anthony Sanders le résultat a été « bon pour Wall Street, pas pour Main Street », ce qui signifie en clair que ce sont les Bourses qui en ont profité mais

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

pas l'homme de la rue. Si cela a permis à des entreprises de faire quelques profits, elles n'ont pas pour autant embauché, si bien que le taux de chômage reste toujours supérieur à 9%. Si les risques de déflation ont disparu, les injections massives de liquidités ont fait augmenter les cours du pétrole (et donc les prix à la pompe) et l'immobilier n'en a pas profité, les prix des logements ayant perdu 6,5% depuis l'annonce de ce plan. En attendant des jours meilleurs pour l'économie, le marché des bons du Trésor a salué par une nette remontée des taux d'intérêt l'annonce de la fin du programme. Pour certains analystes, cette remontée des taux d'intérêts s'explique aussi par le niveau de la dette du pays qui atteint aujourd'hui le plafond colossal de 14.300 milliards de dollars. Les Européens s'inquiètent ; eux ; pour des dettes de quelques centaines de milliards d'euros !

[4] Elle nous viendrait d'internet, comme il y a dix ans, mais cette fois-ci elle serait due à l'entrée en Bourse des sociétés gérant des réseaux sociaux [5]]]. Les nouvelles vedettes dont on s'arrache les titres seraient Rensen, un réseau social chinois, Linkedin un réseau social professionnel, Yandex, un moteur de recherche russe, Pandora, un site américain de radio sur Internet. Ces sociétés n'ont pourtant que des chiffres d'affaires moyens mais leur valorisation boursière est extraordinaire : 45 pour Rensen, 8.418 pour Linkedin, 11.173 pour Yandex, 2.795 pour Pandora. Cette "folie" aurait été provoquée aux États-Unis par l'abondance de liquidités créée par la relance monétaire.

---

[1] Le Monde, 19-20/06/2011.

[2] Le Monde, 30/6/2011.

[3] Le Monde, 3-4/7/2011.

[4] La nouvelle bulle ?

[5] Le Monde, 2/7/2011.[[

Copyright © Association pour l'Économie Distributive